

ARTICLE

Usages et limites du modèle de la « cartellisation » des partis politiques dans l'étude des « droites radicales » au Canada et en Europe*Gauthier Mouton**

RÉSUMÉ. Alors que l'analyse des partis politiques semblait être un champ cloisonné par des catégories imperméables, les travaux de Richard Katz et Peter Mair sur les partis cartels ont ouvert des perspectives de recherche innovantes. Selon les auteurs, la polarisation du paysage politique par des partis établis conduirait ceux-ci à s'accaparer les ressources de l'État. En formant une sorte d'alliance tacite visant à la fois à s'assurer le contrôle et le partage de ces ressources, ces partis visent à en exclure les formations nouvelles ou concurrentes. Le blocage du système engendré par cette « cartellisation » expliquerait, selon Katz et Mair, l'émergence de partis contestataires « anticartels » et, notamment, l'apparition des partis de droite radicale. Cet article vise à tester la validité de la théorie de la cartellisation par l'étude de plusieurs partis conservateurs et d'extrême droite, au Canada, en Autriche, en France et au Royaume-Uni.

MOTS CLÉS. Parti politique, parti cartel, extrême droite, Canada, Autriche, France, Royaume-Uni, Conservateurs Progressistes, FPÖ, Front National, UKIP.

* Diplômé d'un master en relations Internationales de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, Gauthier Mouton est actuellement doctorant en science politique à l'Université du Québec à Montréal et coordinateur de l'Observatoire de l'Asie de l'Est. Sa thèse de doctorat porte sur les enjeux de sécurité énergétique en Chine.

Courriel : mouton.gauthier@courrier.uqam.ca

Remerciements : L'auteur tient à remercier le professeur Jean-Guy Prévost (UQAM) pour ses précieux conseils et sa relecture attentive.

Regards politiques – Vol. 2 No 1 (Automne 2018)

ISSN 2560-7707 (Imprimé)/ISSN 2560-7715 (En ligne)

© Les Auteur.e.s des contributions publiées en ces pages

Distribué en libre accès sous licence Creative Commons



Introduction

Les sociétés post-industrielles traversent une période de grands bouleversements (politiques, économiques, sociaux) depuis la crise financière de 2008-2009, et comme l'a déjà suggéré en son temps Desrosières (2014), toute phase de changement s'accompagne d'une reconfiguration de l'État, du moins de l'action publique : la crise de 1880 et l'*État providence* ; le krach boursier de 1929 et l'*État keynésien* ; la période de dérégulation et d'idéalisation des mécanismes marchands des années 1970 et l'*État néo-libéral*. Aujourd'hui, face aux effets de la nouvelle économie¹, non seulement le rôle de l'État dans la régulation et le pilotage de l'économie a été profondément repensé, mais c'est aussi la manière dont s'exerce le pouvoir politique (« faire de la politique ») et les thèmes abordés durant les campagnes électorales (notamment en Europe) qui se sont vus renouvelés.

La mondialisation, un phénomène multiple et complexe, a pu être réduite dans la bouche des hommes et femmes politiques à une vision binaire, simpliste : promotrice de richesses et d'emplois d'un côté, créatrice d'inégalités de l'autre. L'insistance dans les discours sur les conséquences néfastes de la mondialisation a probablement encouragé le regain des valeurs conservatrices dont certaines défendent la préférence accordée aux « seuls nationaux », que ce soit aux États-Unis (l'*« America first »* de Donald Trump) ou en Europe. Cette dynamique de « droitisation » s'est illustrée de manière saillante en France, lorsque Nicolas Sarkozy, alors en campagne pour l'élection présidentielle de 2007, a mobilisé un thème privilégié par l'extrême droite, l'identité nationale.

La victoire de François Fillon aux primaires françaises de la Droite et du Centre, en novembre 2016, confirme cette trajectoire. En effet, cette candidature incarnant pour certains un libéralisme « thatchérien », témoigne (sans nécessairement se traduire dans les urnes) de cette réviviscence des partis politiques de droite traditionaliste. Point de départ de ce projet de recherche, l'actualité électorale européenne (française, autrichienne et britannique) nécessite d'être étudiée certes à l'aune des spécificités des systèmes politiques nationaux, mais également à la lumière d'un exemple échappant au canevas du vieux-continent. Au Canada, un faisceau d'indices souligne la présence d'une cartellisation des partis de droite et justifie par

¹ Le concept de nouvelle économie fait généralement référence aux changements qui ont résulté de la mondialisation, de l'intensification de la concurrence internationale et des innovations technologiques.

conséquent le recours au modèle de Katz et Mair pour analyser l'accès au pouvoir de Stephen Harper.

Revue de littérature et définition des termes du sujet

L'article de Katz et Mair, « *Changing Models of Party Organization and Party Democracy: the Emergence of the Cartel Party* », publié en 1995, a eu un impact majeur dans la littérature sur les partis politiques. Leur explication concernant le phénomène de cartellisation a ouvert des perspectives de recherche innovantes dans un domaine qui, jusqu'à présent, avait été balisé par des outils traditionnels de catégorisation, l'ouvrage pionnier étant Duverger (1951).

Dans leur article, Katz et Mair analysent l'évolution des différents types de partis en s'inspirant des travaux de Duverger. Les auteurs identifient trois périodes distinctes : la première, qualifiée de « pré-démocratique », s'accompagne du développement des partis de cadres. Ceux-ci se verront ensuite remplacés par les partis de masse qui structurent de manière plus durable le système politique. Enfin, la troisième phase se caractérise par l'irruption des partis « attrape-tout » (Kircheimer, 1966) qui succèdent aux partis de cadre et aux partis de masse. Selon Katz et Mair, cette période marque une indifférenciation progressive des programmes partisans et un pragmatisme politique croissant.

Comme le souligne Sawicki (1996 : 59), le caractère complexe des structures partisans, « à la fois organisation concrète et représentation mentale », rend vaine toute entreprise d'élaboration d'une « théorie générale » sur les partis politiques. Ce qui explique peut-être, en partie, pourquoi les analyses sur les partis se sont longtemps apparentées à des exercices de taxinomie. Katz et Mair participent également à cet effort de classification puisque, selon eux, trois dimensions distinctes composent un parti politique : la base du parti (*party on the ground*), l'appareil central du parti (*party in the central office*), et les élus du parti qui occupent des postes en chambre ou au gouvernement (*party in public office*).

Alors qu'un pan de la littérature sur les partis politiques aborde la thématique relative à leur déclin, la principale originalité du modèle de Katz et Mair tient à la réhabilitation des partis (Barboni, 2006). Les auteurs soulignent l'avènement des partis « attrape-tout » qui a conduit à une instabilité entre les trois dimensions partisans au profit de celle relative à la

vie publique, ce qui a pour conséquence « une interpénétration croissante des structures partisans avec les structures étatiques et conduit à un processus de mise en crise des partis attrape-tout et de cartellisation des partis politiques » (Gispert, 2004 : 468). Plutôt que d'entrer en compétition dans l'objectif de gagner et de s'assurer un soutien, qu'importe d'où il provienne, les partis cartels cherchent avant tout à accéder au pouvoir, quitte à le partager avec d'autres. Dans la vision de Katz et Mair, les partis cartels cessent d'être des « courtiers » (*brokers*) entre la société civile et l'État – ce qui constitue le *modus operandi* des partis « attrape-tout » – et deviennent plutôt des agents de l'État (Wolinetz, 2002 : 148).

En s'inspirant des travaux pionniers de Bobbio dans les années 1950-1960 sur la différence entre la droite et la gauche, Backes (2001 : 23-24) décrit le rapport différent qu'entretiennent les partis au regard du principe de l'égalité : « l'extrémisme de droite réfute ce principe, tandis que l'extrémisme de gauche l'accepte, mais l'interprète d'une manière, au sens étymologique, totale – avec la conséquence que le principe de l'égalité totale détruit les libertés garanties par les règles et institutions de l'État de droit ». Rokkan défend pour sa part la thèse suivant laquelle un parti politique ne peut durablement enraciner son organisation qu'à la condition qu'il s'appuie sur un clivage social profond (Rokkan & Lipset, 1967). Il en distingue quatre : les deux premiers, issus de la période de construction des États-nations, sont le clivage État/Église et le clivage centre/périphérie ; les deux autres émergent à la suite de la révolution industrielle, soit le clivage urbain/rural et le clivage possédants/travailleurs. La séparation entre le peuple et les élites, sous-tendue par des rapports d'inégalité, représenterait une fracture supplémentaire sur laquelle les droites radicales chercheraient à attirer les électeurs.

Enfin, la littérature sur les partis politiques reconnaît de manière plutôt consensuelle que le vote croissant pour ces partis d'extrême droite relève d'une démarche contestataire (« *vote sanction* »), c'est-à-dire d'un rejet plus profond de la politique. En outre, une partie de l'électorat des droites extrêmes est composée de ce qu'il convient d'appeler « la majorité silencieuse ». Ces électeurs qui ne se déplacent généralement pas aux urnes (*disaffected voters*) constituent pour Swyngedouw (1998) un « réservoir naturel » (*natural reserve*) pour les partis d'extrême droite.

Il convient de distinguer les termes « extrême droite » et « droite extrême » qui ne renvoient pas aux mêmes réalités sur l'échiquier politique. En effet, si le second symbolise le parti « le plus à droite de la droite traditionnelle », il s'avère plus difficile de circonscrire le premier. Déjà en 1995, Mudde recensait près de 26 définitions de l'idéologie d'extrême droite dans la littérature germanophone, anglophone et néerlandophone. On peut toutefois signaler les caractéristiques les plus couramment utilisées lorsqu'il s'agit d'identifier les partis d'extrême droite : le nationalisme, le racisme (xénophobie/hétérophobie), l'ethnocentrisme, l'anticommunisme, la pensée *law and order*, l'antipluralisme, l'hostilité à la démocratie, l'autoritarisme, l'absence de volonté de compromis, le fanatisme, le dogmatisme ou encore la pensée orientée vers l'idée de conspiration (Jamin, 2014 : 108). Enfin, d'un point de vue sémantique, le recours à la notion de « populisme », peu discriminante, sera limité, car une fois encore la « droite populiste » (si elle existe) reflète des phénomènes hétérogènes selon les pays étudiés, en l'espèce le Canada, l'Autriche, la France et le Royaume-Uni.

L'attention médiatique qu'ont reçue les pays européens justifie en partie le choix de ces cas d'études. Surtout, il est intéressant de noter que la France et le Royaume-Uni appartiennent à la périphérie nord-ouest du continent, un espace ayant somme toute échappé à la pulsion totalitaire de la seconde moitié du 20^e siècle. À l'inverse, l'ambition totalitaire fut particulièrement achevée en Europe centrale, par exemple en Autriche, où l'unification politique a été la plus tardive, l'identité nationale ayant dû pour cette raison s'affirmer de façon brutale et intransigeante. Cette étude permet ainsi de comparer des États qui, bien que partageant une proximité géographique, ont connu des trajectoires politiques différentes. Enfin, l'examen de la situation canadienne offre un équilibre à une perspective trop eurocentrée.

Présentation du modèle « katzmairien »

L'utilisation indifférenciée des termes « partis cartels » ou « cartels de partis » traduit la flexibilité du modèle de Katz et Mair, ce qui en constitue probablement une des principales limites. Défendant l'orientation empirique de leur théorie, les auteurs proposent plusieurs indicateurs du phénomène de cartellisation : la professionnalisation du métier politique, la part des

subventions publiques dans les ressources des partis, l'atomisation du nombre d'adhérents ou encore l'autonomie relative des différents niveaux organisationnels, ou stratarchie. La notion de « stratarchie » (Eldersveld, 1964) désigne une structuration du pouvoir fondée sur la prolifération et la concurrence de sous-coalitions et de groupes dirigeants.

Si ces indicateurs constituent les variables retenues pour les différentes études de cas, d'autres indicateurs, tels que la convergence idéologique entre les partis traditionnels, posent toutefois des problèmes d'ordre méthodologique. En effet, il apparaît difficile de vérifier empiriquement un tel phénomène, y compris si l'on considère comme justifié le reproche classique adressé aux gouvernements de droite de mener une politique de gauche et aux gouvernements de gauche d'appliquer des préceptes de droite. Néanmoins, le projet européen et les enjeux liés à l'Union européenne (UE) font généralement l'objet, en France, d'une forme de consensus parmi les formations majoritaires, le Parti Socialiste (PS) et Les Républicains (LR), anciennement l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP).

Selon le modèle proposé par Katz et Mair, les partis cartels se trouvant dans une situation de dépendance vis-à-vis des ressources étatiques « s'entendraient » pour former une « sorte d'alliance tacite visant à la fois à s'assurer le contrôle et le partage de ces ressources et à en exclure les formations nouvelles ou concurrentes » (Aucante & Dézé, 2008 : 22). Le phénomène de « cartellisation » développé par Katz et Mair favoriserait un rapprochement programmatique entre les partis traditionnels (*mainstream*) et donc limiterait la compétition politique. Toutefois, une telle situation n'empêche pas pour autant l'émergence de partis contestataires. C'est précisément sur ce point qu'il convient d'insister en soulignant les deux hypothèses formulées implicitement par les deux auteurs. Selon eux, il est possible que (1) des partis émergent au nom de la lutte contre le cartel, ou encore (2) qu'après avoir essayé un refus d'intégrer le cartel, ces partis deviennent « anti-cartel ».

En interrogeant l'ambition empirique du modèle des partis cartels, la démarche consiste ici à présenter quelques éléments de réponse à la question suivante : dans quelle mesure la théorie de la « cartellisation » de Katz et Mair représente-t-elle une grille d'analyse pertinente pour étudier les partis politiques conservateurs et d'extrême droite ?

L'objectif de ce travail est de souligner que si le modèle de Katz et Mair représente un outil analytique utile pour comprendre l'entrée des partis de droite radicale dans les systèmes politiques occidentaux – au Canada (1) et en Autriche (2) –, la théorie de la cartellisation souffre de limites lorsqu'appliquée à d'autres cas, notamment le Front National en France et UKIP au Royaume-Uni (3). Autrement dit, il s'agit ici de dresser un tableau de l'émergence et l'évolution des partis d'extrême droite dans les pays susmentionnés puis de confronter la théorie de Katz et Mair, afin de démontrer s'il existe un modèle commun ou des trajectoires singulières.

Au Canada, la conquête du pouvoir des Conservateurs par l'union des Droites

Rapportant dans deux ouvrages sa position privilégiée dans les arcanes du camp conservateur pour la conquête du pouvoir, Tom Flanagan (2009a, 2009b) fut l'un des plus influents conseillers de Stephen Harper. Tous deux impliqués au sein du Parti réformiste au début des années 1990, Flanagan et Harper ont vu leur relation véritablement « cimentée » lorsqu'ils désapprouvèrent tous deux la manière dont Preston Manning géra la question du référendum constitutionnel (Accord) de Charlottetown en 1992. Le Parti progressiste-conservateur subit la pire défaite de l'histoire canadienne pour un parti au pouvoir au niveau fédéral, tombant de 151 à seulement 2 sièges à la Chambre des Communes. Stephen Harper fut élu député et demeura dans le Parti Réformiste, mais Flanagan fut renvoyé de son poste de conseiller stratégique à l'été 1993 (Flanagan, 2009a : 33-34).

La collaboration entre Flanagan et Harper s'est poursuivie en 2002, lorsque celui-ci annonça son intention de se présenter comme candidat à la chefferie de l'Alliance canadienne, héritière du Parti réformiste auquel Manning avait tenté de donner un nouveau visage en favorisant son union avec d'autres forces de la droite. Flanagan assura la direction de la campagne de Harper. Enfin, lorsque ce dernier remporta la course à l'investiture de l'Alliance, il fit de Flanagan le directeur de cabinet du chef de l'opposition officielle. Après la fusion en 2003 de l'Alliance canadienne et du Parti progressiste-conservateur, Flanagan reprit son rôle de directeur de campagne de Harper pour la course au leadership du nouveau Parti conservateur canadien. Il garda ce poste pour l'élection fédérale de 2004,

puis devint le conseiller en communication de Harper lors de la campagne électorale de 2005-2006 (Flanagan, 2009b : 122-130).

Il est difficile de déterminer si, durant cette période, on constate un rapprochement programmatique, l'un des marqueurs retenus par Katz et Mair. Il y a plus de quarante ans, les propos d'Ernest Manning (1967 : 51), le père de Preston, résonnent pourtant comme un avertissement :

Once the major political parties have converged to the point that they are distinguishable from one another only on the ground of superficialities and the personalities operating, the period of inadequacy has begun. Voters no longer have the opportunity to choose between legitimate alternatives.

En 2006, une fois le Parti conservateur au gouvernement, même si la collaboration officielle entre Harper et Flanagan a cessé, il reste que les idées de ce dernier, et plus largement celles de l'École de Calgary – où Stephen Harper étudia l'économie –, ont profondément influencé la stratégie de restructuration des Droites au Canada et ont laissé leur marque sur le parti. On regroupe sous le nom d'« École de Calgary » plusieurs professeurs de l'Université de Calgary dont les idées s'apparentent : l'historien David Bercuson et les politologues Ted Morton (ancien ministre des Finances au sein du cabinet d'Ed Stelmach, premier ministre de l'Alberta 2006-2011), Rainer Knopff et Barry Cooper. Les intellectuels de cette École font l'apologie de l'économie de marché et empruntent à Friedrich Hayek sa critique du « planisme » ou de l'intervention étatique. Flanagan reconnaît d'ailleurs explicitement l'influence des idées de Hayek sur sa pensée et affirme adhérer à sa proposition de l'ordre spontané² qui, appliquée au Canada, renvoie selon lui à la question des peuples autochtones. Dans son ouvrage *Harper's Team*, Flanagan (2009b) ajoute que sa croyance en la théorie de l'ordre spontané de Hayek implique son adhésion aux principes du conservatisme économique. Celle-ci atteste que l'État de droit, le gouvernement limité, un faible niveau de taxation, la privatisation et la

² « (La) société est un ordre qui émerge spontanément des choix faits par chaque être humain et le rôle indispensable du gouvernement consiste à formuler et à imposer des règles de conduite qui permettent à la société de fonctionner [...] ». Flanagan, T. (2000). *First Nations, Second Thoughts*, Montreal/Kingston, McGill-Queen's University Press, p. 18-19.

dérégulation favorisent la liberté de choix des individus. Développée par Flanagan, la théorie des « *Four sisters* » – regroupant au Canada les tories, les conservateurs de l’Ouest, les nationalistes québécois et les communautés ethniques traditionalistes – cherche à rendre compte de la victoire électorale de Stephen Harper en 2006.

La question du financement des partis politiques, l’une des variables du modèle « katzmairien », constitue une dimension importante de l’émergence des Conservateurs au Canada. Rappelons que pour Katz et Mair, c’est l’acception économique du mot « cartel » qui prédomine. L’année 2008 représente d’ailleurs pour les Conservateurs un véritable succès, puisqu’ils ont reçu en contributions près de 21 millions de dollars quand les Libéraux et le Nouveau Parti démocratique du Canada (NPD) étaient tous les deux en dessous de 6 millions (Flanagan, 2009b : 173). Les débats entourant la Loi C-24 – qui interdit (sauf pour des exceptions mineures) les contributions politiques des personnes morales et des syndicats, limite les contributions individuelles et améliore le financement public du système politique – mettent en lumière l’importance de la dimension financière dans la théorie de la cartellisation.

Aucante, Dézé et Sauger (2008 : 25) remarquent à ce propos que « la mise en place de financement public des activités politiques tendrait plutôt à favoriser la fragmentation des systèmes partisans, bénéficiant également aux partis “anticartels” et, plus précisément, aux partis d’extrême droite ». Si le clan Harper a mis en place une campagne de financement populiste (*populist fundraising campaign* – Flanagan, 2009b), une fois au pouvoir, le Gouvernement conservateur minoritaire modifia la loi C-24 en interdisant les contributions des personnes morales et des syndicats à toute entité politique et en réduisant les donations individuelles à 1000 dollars (Flanagan & Coletto, 2010).

Surfant sur la « vague » conservatrice (anti-cartel ?) après avoir réuni les différents partis de droite, Stephen Harper (le protégé de Preston Manning), une fois installé au 24 Sussex Drive, mit donc en place des réformes nécessaires afin d’établir une sorte d’oligopole dans le jeu politique. Cette stratégie, dirigée bien sûr à l’encontre des Libéraux et du NPD, témoigne d’une volonté de revenir à la compétition dans laquelle les Conservateurs se trouvent favorisés. À certains égards, le modèle de Katz et Mair s’applique donc au cas du Canada.

La double lecture de la victoire d'Alexander Van der Bellen en Autriche : entre le succès des New Politics parties et le rejet de l'extrême droite

La victoire d'Alexander Van der Bellen aux élections présidentielles d'Autriche le 4 décembre 2016 a conclu une campagne à rebondissements. En effet, lors du premier tour, le 24 avril, le candidat de l'extrême droite Norbert Hofer obtient 36,4 % des voix, réalisant ainsi le meilleur résultat du FPÖ (*Freiheitliche Partei Österreichs*, parti de la liberté d'Autriche) depuis la Seconde Guerre mondiale à une élection nationale en Autriche. Alexander Van der Bellen, qui s'est présenté sous une étiquette d'indépendant mais avec le soutien du Parti des Verts (*Die Grünen*), accède au second tour avec 20,4 % des suffrages. Le 22 mai, le résultat du second tour donne une courte avance (50,3 % soit 31 026 voix) à M. Van der Bellen, mais le FPÖ décide de saisir la Cour constitutionnelle. Les juges reconnaissent qu'une accumulation de négligences dans le dépouillement des urnes et des votes par correspondance (vices de forme) a entaché la validité de l'élection. Le résultat du deuxième tour a donc été annulé et reporté au 4 décembre. Élu à 53,8 % des suffrages exprimés, Alexander Van der Bellen est le nouveau Président fédéral de la République d'Autriche.

Cette élection a également vu la défaite, dès le premier tour, des candidats des partis traditionnels – le SPÖ (*Sozialdemokratische Partei Österreichs*, Parti Social-démocrate autrichien) et l'ÖVP (*Österreichische Volkspartei*, Parti Populaire autrichien) –, qui se sont pourtant partagé le pouvoir en Autriche à partir de la Seconde Guerre mondiale. L'effondrement de ce système dit *Proporz* a favorisé le succès de l'extrême droite en Autriche, ce dont témoigne encore l'actualité politique récente. Les élections de novembre 1945 en Autriche se sont déroulées sous le contrôle des Alliés puis, 4 ans plus tard, l'électorat s'est recomposé passant de 3,4 millions en 1945 à 4,3 millions en 1949. Cet écart de 900 000 électeurs s'explique en grande partie par le retour au pays des prisonniers de guerre, des déplacés des Sudètes ou encore d'anciens nazis amnistiés en 1948 pouvant désormais voter (Pelinka, 2008 : 159). Une troisième force politique apparaît alors, le *Verband Deutscher Übersetzer* (alliance des indépendants, VDÜ), qui devient le FPÖ en 1956 à la suite de conflits internes.

En ce qui concerne ses assises idéologiques, l'extrême droite autrichienne prend racine dans le terreau du pangermanisme et du

nationalisme, qui se sont développés au XIX^e siècle et dont l'antisémitisme a été une composante essentielle, puis au début des années 1930 avec le nazisme. Sous la figure de son leader Jorg Haider, le FPÖ accède au pouvoir en 1999 en formant une coalition avec l'ÖVP (duopole noir/bleu) au sein du gouvernement dirigé par Wolfgang Schüssel³. Ayant obtenu l'accès au financement public en 1975 (van Biezen, 2003), le FPÖ occupe désormais une place centrale dans le jeu politique en Autriche.

Dans l'analyse des partis politiques en Europe, l'Autriche représente un cas d'étude singulier. Par exemple, pour travailler dans le secteur public, il est nécessaire d'être « encarté » auprès de l'un des deux partis traditionnels. Si la situation politique de l'Autriche permet de mettre en exergue une perte de crédibilité des partis historiques – qui s'illustre par un recul électoral –, ainsi qu'une montée de l'extrême droite (Mossé, 2013 : 197), le récent succès d'Alexander Van der Bellen peut s'expliquer par une forte mobilisation d'électeurs davantage concernés par des enjeux de type « *New Politics* ».

Selon la théorie du « *New Politics Party* » (Poguntke, 1997), une telle organisation véhicule des valeurs post-matérialistes et mobilise ainsi les électeurs sur de nouveaux enjeux (écologie, désarmement nucléaire, solidarité à l'égard des pays en voie de développement, etc.). Les *New Politics Party* (ou *alternative party*, ou *ecological party*) se différencient des partis traditionnels au regard de leur orientation programmatique, leur structure organisationnelle, leur style politique et le profil des membres et de leur électorat (Poguntke, 1997 : 79). Le terme *New Politics* fait référence aux changements des pratiques électorales qui résultent du processus de diffusion des valeurs post-matérialistes dans les sociétés les plus avancées (Inglehart, 1977). Ainsi, les citoyens seraient davantage préoccupés par la qualité de vie et la participation de la société civile plutôt que par les enjeux économiques. Au moment de l'émergence des *New Politics parties*, une primauté était accordée aux enjeux environnementaux, d'où leur appellation de *Green parties*. De ce point de vue, la polarisation vers ces nouvelles thématiques fait bouger les lignes dominantes du débat politique.

Selon Poguntke, les *New Politics Parties* rejettent les structures d'organisation qui débouchent sur une forme de hiérarchisation voire d'oligarchisation du parti. Des normes permettaient par exemple aux

³ Pour une analyse historique plus fouillée de la percée du FPÖ en Autriche, consulter : Prévost, J.-G. (2004). *L'extrême droite en Europe. France, Autriche, Italie*, Montréal, Québec : Fides, collection « Points Chauds ».

membres du Parti des Verts en Allemagne (dont le Parti écologiste autrichien, fruit de la fusion de la Liste Alternative d'Autriche (ALÖ) et des Verts Unis d'Autriche (VGÖ) en 1986, s'est fortement inspiré) de participer directement aux décisions au sein du bureau politique (Poguntke, 1997 : 87). Toutefois, il existe de fortes contradictions entre la volonté d'ouvrir les fonctions politiques aux citoyens et dans le même temps chercher à s'insérer dans le système politique institutionnalisé. Afin d'allier ces deux ambitions, les *New Politics Parties* ont étendu leur répertoire d'actions en dehors de l'arène politique (manifestations, boycottages, occupations, etc.).

Dans le cas étudié, il est intéressant de noter comment la présence au second tour d'aucun des deux partis traditionnels (les rouges du SPÖ et les bleus de l'ÖVP) illustre la mise à mal de ce cartel de partis par l'extrême droite. Se dirige-t-on vers la fin d'un double duopole noir-rouge/noir-bleu ? Quoi qu'il en soit, la récente victoire d'Alexander Van der Bellen, soutenu par une partie de l'électorat sensible aux enjeux des *New Politics*, peut être analysée comme la manifestation des partis « anti-cartel ».

Le Front National et UKIP, des partis échappant au modèle de la cartellisation

S'intéresser au cas du Front National (FN) représente une opportunité de mettre en exergue les limites du modèle de Katz et Mair, et notamment ses travers normatifs, soulignés par Koole (1996 : 517), qui note : « *En utilisant le terme de "cartel" pour désigner un nouveau type partisan [...] on risque de mélanger la recherche sur les partis avec des sentiments néo-populistes particulièrement diffus dans les sociétés occidentales actuelles* ». Dans le même sens, Mudde (2007 : 209-210) ne voit dans la théorie de la « cartellisation » qu'une « forme spécifique d'opérationnalisation » de la thèse déjà existante de la « crise du politique », engendrée par une « contre-révolution » néoconservatrice tant sur le plan politico-culturel (retour des valeurs « traditionnelles » : l'ordre, la famille, un État fort) qu'économique (critique de l'État providence, individualisme, éloge de l'entreprise).

Ayant fait irruption dans le jeu politique français au tournant des années 1980 sous le leadership de Jean-Marie Le Pen, le Front National s'ancre définitivement dans le système politique français par la présence de Le Pen au second tour de l'élection présidentielle en 2002. Plus d'une décennie plus tard, le parti frontiste, dirigé par l'héritière de son fondateur,

Marine Le Pen, obtient un score historique aux élections européennes de 2014 (24,9 %) et remporte 24 sièges. Ce succès consacre sa « position centrale dans la galaxie des droites radicales populistes en Europe » (Ivaldi, 2016 : 115).

Si le Front National a opéré un virage programmatique sur le terrain de l'économie, défendant ainsi un social-populisme plus étatiste et interventionniste (Ivaldi, 2015), force est de constater que les attentats terroristes perpétrés en France (au Bataclan le 13 novembre 2015, à Nice le 14 juillet 2016, et plus récemment, le 20 avril 2017, sur les Champs-Élysées) ont renforcé son discours ethnonationaliste, propre à une majorité des droites extrêmes européennes. Gilles Ivaldi (2016 : 120) remarque que cette vision de « l'islamisation de la société » (Liogier, 2012) se fonde sur un « retournement symbolique et l'appel à la défense des valeurs libérales, démocratiques et civiques telles que l'égalité homme-femme, la laïcité ou la liberté d'expression ».

D'un point de vue théorique, le Front National correspond à un parti « attrape-tout », caractéristique de la troisième phase de développement des partis politiques selon Katz et Mair. Des transformations internes au parti mènent à ce que les leaders jouent un rôle de plus en plus important tandis que celui des membres tend à diminuer : « *The leaders become the party ; the party becomes the leaders* » (Magnin, 2009 : 367). Cette personnification du pouvoir est particulièrement visible en ce qui concerne la famille Le Pen, bien que la présidente actuelle du parti souhaite se détacher de la figure paternelle du fondateur⁴.

En réalité, l'exemple du Front National illustre la critique que Wolinetz (2002 : 149) adresse à Katz et Mair en rappelant « qu'il n'est pas encore très clair si tous les partis politiques sont devenus des partis "attrape-tout" ou des partis cartels, ces deux modèles coexistant, ou bien s'ils correspondent tous à des partis cartels ». Le fait que le parti cartel et le parti « attrape-tout » partagent de nombreuses caractéristiques communes est également soulevé par MacIvor (2016). À ce stade, la théorie de Katz et Mair ne s'applique pas au cas du Front National, mais peut-être en est-il autrement pour l'extrême droite britannique.

⁴ Sur l'affiche de campagne de Marine Le Pen pour l'élection présidentielle de 2017, seul le prénom de la candidate apparaît.

Fondé en 1993 par Sked et d'autres membres de l'ex-Ligue antifédéraliste, le *United Kingdom Independence Party* (UKIP) doit être replacé dans le paysage historique de l'extrême droite en Angleterre : d'abord, la *British Union of Fascists* (BUF) dans les années 1930, puis le *British National Party* (BNP), né d'une scission avec le *National Front* (NF) en 1982 (Braouezec, 2012 : 182-183). Outre le résultat du référendum britannique du 23 juin 2016 (*Brexit*), il convient aussi de souligner les relations complexes qu'entretient la Grande-Bretagne avec l'Union européenne depuis le début de la construction communautaire. Le compromis du Luxembourg en 1966 illustre les tensions qu'a souvent catalysées la position britannique vis-à-vis de ses voisins continentaux.

Tout comme le Front National en France, c'est son succès aux élections européennes (celles de 2010) qui a permis à UKIP de faire entendre ses propositions au sein du Parlement européen, où il a remporté 12 sièges (Misch, 2006 : 79) – situation paradoxale quand on sait que le parti militait en faveur du retrait britannique de l'Union européenne. Ce thème représentait le noyau central du programme de UKIP, ce qui explique en partie pourquoi, une fois le résultat du référendum officialisé, son leader Nigel Farage a démissionné.

Véhiculant les sentiments eurosceptiques et faisant du contrôle de l'immigration un axe majeur de sa campagne, UKIP correspond à ce qu'il convient d'appeler un « *single-issue party* » (Mudde, 1999). Néanmoins, la stratégie politique du parti consiste à se rallier plus largement aux mouvements populistes européens et s'en servir comme levier au niveau national. Ce qu'observe Pulzer (1988 : 357) concernant le *British National Front* peut s'appliquer dans une certaine mesure au parti UKIP : « *Its image is therefore that of a single-issue party, although its belief system is [...] multifaceted* ».

Tandis que la complexité des mécanismes de l'Union européenne entrave son fonctionnement et la rend presque inaudible sur certains enjeux internationaux (le conflit Israël-Palestine, le positionnement face à la Russie, la gestion des flux migratoires, etc.), ces manquements sont autant d'opportunités pour le Front National, UKIP et les autres partis d'extrême droite en Europe de s'appuyer sur des ressorts argumentaires communs, à commencer par une rhétorique europhobe. Le discours centré sur le rejet du projet européen traduit, selon Hanspeter Kriesi et al. (2006), le reflet d'un nouvel axe de conflit structuré par les processus de « dénationalisation », articulant européanisation, immigration et mondialisation économique.

Si le thème de l'immigration apparaît comme le principal catalyseur du succès des partis de la droite radicale en Europe, l'enjeu migratoire est instrumentalisé comme une menace pour la préservation des acquis sociaux, par exemple, afin de servir un programme politique anti-globalisation, nationaliste et protectionniste (Ivaldi, 2014 : 19). Les partis d'extrême droite mettent en avant les effets néfastes de la mondialisation qui a engendré l'accroissement des inégalités et donc une catégorie de personnes « déclassées », les « rejetés de la globalisation » (Ivaldi, 2014 : 19). Ce discours – comme il l'a été rappelé dans les propos liminaires – s'est d'ailleurs accentué à la suite de la crise économique et financière de 2008.

En ce sens, Maddens (1996 : 64) souligne clairement que, au sein de l'électorat de la droite radicale, les enjeux socio-économiques prévalent sur la question migratoire :

Voters do not get excited about the issue because of the immigrant problem as such, but because the issue works as a catalyst for a more encompassing uneasiness about recent social and economic changes in Western Europe.

Mudde (1999 : 193) insiste quant à lui sur la propagation du message antipolitique. Il y a près d'une décennie, il notait déjà :

other issues, such as anti-politics, the welfare state, and law and order, are more or less disconnected from the immigration issue, and parties like the Austrian FPÖ focus once again primarily on anti-politics. [...] Therefore, like it or not, ERPs [partis d'extrême droite] are here to stay, at least for the coming decade, even in the unlikely event that immigration would cease to be an important political issue.

Ensuite, l'autre caractéristique que partagent les partis d'extrême droite en Europe tient au rejet des élites. Du moins, les partis conservateurs se posent en porte-parole du « peuple » contre les « élites communautaires ». Le populisme anti-*establishment* constitue un trait idéologique et comportemental fondamental des partis d'extrême droite. Il leur permet d'agréger un

ressentiment puissant à l'égard des décideurs politiques, ou, pour reprendre les termes du FN, du « système », de la « caste » politique nationale et européenne (Ivaldi, 2014 : 12), ce que Jean-Marie Le Pen décrit comme l'« établissement »⁵. Au cours de la récente campagne présidentielle en France, cet élément de langage fut repris non seulement par la candidate du Front National, reprochant à Emmanuel Macron d'être le candidat du système, mais aussi par François Fillon qui voyait dans celui-ci (le système) la source des allégations portées à son encontre concernant l'emploi fictif qu'aurait occupé sa femme.

En plus du rejet des élites politiques, UKIP mène aussi campagne sur le refus des « politiciens professionnels ». Lors du scrutin européen de 2004, le parti s'était targué de présenter comme candidats des personnes provenant de la société civile (*real people*) ainsi que des « célébrités », comme les acteurs Joan Collins et Edward Fox, l'ancien présentateur de la BBC Kilroy-Silk, l'astronome Patrick Moore, ou encore l'ancien pilote Stirling Moss (Mischi, 2006 : 90).

Conclusion

La théorie de Katz et Mair sur la cartellisation des partis politiques offre une grille de lecture originale sur la mutation du paysage politique au Canada et en Europe. Selon les auteurs, il est possible (1) que des partis émergent au nom de la lutte contre le cartel, ou encore (2) qu'après avoir essuyé un refus d'intégrer le cartel, ces partis deviennent « anti-cartel ». Parmi les variables retenues, une seule peut véritablement s'appliquer à l'ensemble des cas d'étude. En effet, la professionnalisation du métier politique concerne aussi bien le Canada, l'Autriche, la France que le Royaume-Uni. Bien que le programme de certains partis d'extrême droite promette de lutter contre ce phénomène, leurs leaders (anciens et actuels) occupent des fonctions politiques à temps plein. Le critère du financement public occupe également une place de choix dans le modèle « katzmairien ».

⁵ « L'établissement [...] désigne la classe politique qui impose aujourd'hui son pouvoir. [Il a] son lieu de culte, le Panthéon républicain, ses rites, il prêche la morale. Le Front national a pour devoir d'assurer le retour des vraies élites, après avoir dépouillé la société française des corps parasites qui l'enserrent et l'asphyxient. [...] Il est logique que, de ce fait, les *mass media* du système veuillent étouffer le cri du peuple que nous exprimons contre l'établissement ». Jean-Marie Le Pen, « Déstabiliser l'établissement », *Identité*, janvier 1990.

Au Canada, la très forte hausse des ressources des Conservateurs durant la campagne de Stephen Harper a contribué en partie à sa victoire. Surtout, c'est en réformant le secteur-clé du financement public des activités politiques que le gouvernement Harper a réussi à mettre à mal les finances de ses concurrents, les Libéraux, dont les fonds provenaient essentiellement de personnes morales (entreprises), et le Nouveau Parti Démocratique (NPD), financé par les candidats. En amorçant une dynamique de l'union des Droites au Canada, Harper réussit à mettre un terme au monopole du Parti Libéral à la fonction suprême (Jean Chrétien 1993-2003 ; Paul Martin 2003-2006). L'exemple du Canada illustre l'hypothèse n°2 soulevée par Katz et Mair, c'est-à-dire qu'après s'être vus refuser l'entrée au cartel, les nouveaux Conservateurs canadiens, issus de l'Alliance, se sont rassemblés sous la bannière des « *Four Sisters* » (Flanagan, 2009b) afin de constituer une force reflétant un spectre politique suffisamment large, justifiant ainsi l'attribution de l'étiquette « anti-cartel ».

En Europe, une série de facteurs endogènes (attaques terroristes) et exogènes (crise économique de 2008 et intensification des flux migratoires depuis 2011) ont favorisé un report de l'électorat vers les partis d'extrême droite. La variable économique de la théorie de Katz et Mair constitue un facteur explicatif majeur de l'émergence du FPÖ en Autriche qui, ayant obtenu l'accès au financement public en 1975, a participé à la désintégration du cartel SPÖ/ÖVP qui se partageait le pouvoir depuis près de soixante-dix ans. La situation autrichienne correspond par conséquent à l'hypothèse n°1 présentée par Katz et Mair.

Cependant, la théorie de la cartellisation ne peut pas s'appliquer de manière rigide pour tous les partis conservateurs et d'extrême droite. La flexibilité du modèle – Katz et Mair utilisent de manière indifférenciée les termes « partis cartels » ou « cartels de partis » – en constitue probablement une des principales limites. Le critère de la convergence idéologique entre les partis traditionnels soulève également des difficultés méthodologiques pour l'opérabilité du « modèle katzmairien ».

Les élections législatives anticipées au Royaume-Uni ont confirmé le rôle marginal du parti europhobe UKIP qui a échoué à conserver son unique siège à la Chambre des communes. Au lendemain des résultats, le 9 juin 2017, son leader Paul Nuttall a démissionné. Ne comptant plus que 20 députés européens et quelques représentants locaux, UKIP illustre

l'incapacité d'un « *single-issue party* » à se positionner et demeurer dans le paysage politique national.

En France, malgré la décision de François Mitterrand, en avril 1985, d'introduire le scrutin proportionnel plurinominal – grâce auquel 35 élus frontistes feront leur entrée à l'Assemblée nationale au lendemain des élections législatives de 1986 –, il reste que le système électoral et la pérennité du « front républicain » dans les institutions de la V^{ème} République rendent peu favorable l'accès de l'extrême droite aux responsabilités. Le modèle de Katz et Mair ne se révèle donc pas pertinent pour étudier l'émergence du Front National. L'élection d'Emmanuel Macron à la Présidence de la République française illustre surtout, comme ce fut le cas en Autriche, la débâcle des partis traditionnels.

Le contexte politique en France a été marqué – comme c'est le cas désormais dans bon nombre de sociétés post-industrielles – par l'introduction d'un système de primaires dans la désignation du candidat pour un parti politique. D'abord organisées par la Droite et le Centre en novembre 2016, puis par les partis de la gauche française en janvier et février 2017, ces élections primaires allongent considérablement la perception du temps électoral par l'effet d'une campagne permanente. La victoire de François Hollande à la tête de l'État en 2012, candidat désigné par les primaires socialistes en octobre 2011 (soit 8 mois avant sa prise de fonction!), représente le mythe fondateur de l'efficacité de ce mode de nomination interne (infirmée depuis). Le recours aux primaires signe enfin le brouillage de la frontière entre militant et citoyen, un sujet qui mériterait de faire l'objet de réflexions plus approfondies.

Références

- Aucante, Yohann, Alexandre Dézé et Nicolas Sauger, 2008, « Introduction », dans Aucante, Yohann, et Alexandre Dézé, *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. «Académique», p. 17-31.
- Barboni, Thierry, 2006, « La cartellisation des partis politiques, une solution pour rétablir un équilibre partisan rompu ? Le cas du Parti Socialiste français », Communication au Congrès annuel de l'Association canadienne de science politique.

- Birenbaum, Guy, 1992, *Le Front national en politique*, Paris, Balland.
- Blaise Magnin, 2009, « Compte rendu : Yohann Aucante et Alexandre Dézé, *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Académique », 2008 », *Revue française de science politique*, vol. 59, n° 2, p. 367-368.
- Braouezec, Kevin, 2012, « L'extrême droite au Royaume-Uni : une réelle imprégnation idéologique dans l'espace politique et public au cours de la dernière décennie », *Hérodote*, vol. 144, n° 1, p.182-204.
- Desrosières, Alain, 2014, *Prouver et Gouverner. Une analyse statistique des politiques publiques*, Paris, La Découverte.
- Duverger, Maurice, 1976 [1951], *Les partis politiques*, Paris, Le Seuil, coll. « Points ».
- Eldersveld, Samuel, 1964, *Political parties : a behavioral analysis*, Chicago, Round Mac Nally and Cie.
- Flanagan, Tom, 2000, *First Nations, Second Thoughts*, Montreal, McGill-Queen's University Press.
- Flanagan, Tom, 2009a [1995], *Waiting for the Wave: The Reform Party and the Conservative Movement*, Montreal, McGill-Queen's University Press.
- Flanagan, Tom, 2009b [2007], *Harper's Team. Behind the Scenes in the Conservative Rise to Power*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press.
- Flanagan, Tom et David, Coletto, 2010, « Replacing Allowances for Canada's National Political Parties ? », *The School of Public Policy Briefing Papers*, Vol. 3, n° 1.
- Inglehart, Ronald, 1977, *The Silent Revolution: Changing Values and Political Styles Among Western Publics*, Princeton, Princeton University Press.
- Ivaldi, Gilles, 1999, « L'extrême droite européenne ou la crise des systèmes de partis », *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 6, n° 1, p. 201- 246.
- Ivaldi, Gilles, 2014, « Euroscepticisme, populisme, droites radicales : état des forces et enjeux européens », *L'Europe en Formation*, Vol. 3, n° 373, p. 7-28.

- Ivaldi, Gilles, 2015, « Du néolibéralisme au social-populisme ? La transformation du programme économique du Front national (1986-2012) », dans Crépon, Sylvain, Alexandre, Dézé et Nonna Mayer (dir.), *Les Faux-semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 161-184.
- Ivaldi, Gilles, 2016, « Le Front national français dans l'espace des droites radicales européennes », *Pouvoirs*, Vol. 157, n° 2, p. 115-126.
- Jamin, Jérôme, 2014, « Essai sur l'idéologie de la Nieuw-Vlaamse Alliantie », *Outre-Terre*, Vol. 3, n° 40, p. 95-109.
- Katz Richard et Peter Mair, 1995, « Changing Models of Party Organization and Party Democracy: the Emergence of the Cartel Party », *Party Politics*, Vol. 1, n° 1, 1995, p. 5-28.
- Kircheimer, Otto, 1996, « The Transformation of the Western European Party Systems », in La Palombara Joseph et Myron Weiner (Eds.), *Political parties and political development*, Princeton, Princeton University Press, p. 177-200.
- Kriesi Hanspeter, Edgar Grande, Romain Lachat, Martin Dolzéal, Simon Bornschier et Timotheo Frey, 2006, « Globalization and the Transformation of the National Political Space: Six European Countries Compared », *European Journal of Political Research*, Vol. 45, n° 6, p. 921-956.
- Le Pen, Jean-Marie, 1990, « Déstabiliser l'établissement », *Identité*.
- Liogier, Raphaël, 2012, *Le Mythe de l'islamisation. Essai sur une obsession collective*, Paris, Seuil.
- Macivor, Heather, 1996, « Do Canadian Political Parties Form A Cartel? », *Canadian Journal of Political Science*, Vol. 29, n° 2, p. 317-333.
- Maddens Bart, 1996, « Directional Theory of Issue Voting: The Case of the 1991 Parliamentary Elections in Flanders », *Electoral Studies*, Vol. 15, n° 1, p. 53-70.
- Mossé, Éliane, 2013, « Compte rendu : Patrick Moreau, *De Jörg Haider à Heinz-Christian Strache : l'extrême droite autrichienne à l'assaut du pouvoir*, Paris, Éditions du Cerf, 2012, 640 pages », *Politique étrangère*, Vol. Printemps, n° 1, p. 196-198.

- Mudde, Cas, 1995, « Right-wing extremism analysed. A comparative analysis of the ideologies of three alleged right-wing extremist parties (NPD, NDP, CP'86) », *European Journal of Political Research*, Vol. 27, n° 2, p. 203-224.
- Mudde, Cas, 1999, « The Single-Issue Party Thesis : Extreme Right Parties and the Immigration Issue », *West European Politics*, Vol. 22, n° 3, p. 182-197.
- Mudde, Cas, 2007, *Populist Radical Right Parties in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Pelinka, Anton, 2008, « Chapitre 6 : Partis-cartels et partis attrape-tout en Autriche », dans Aucante, Yohann et Alexandre Dézé, *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Académique », p. 153-170.
- Poguntke, Thomas, 1997, « New Politics and Party Systems : The Emergence of a New Type of Party », *West European Politics*, Vol. 10, n° 1, p. 76-88.
- Prévost, Jean-Guy, 2004, *L'extrême droite en Europe. France, Autriche, Italie*, Montréal, Fides, collection « Points Chauds ».
- Pulzer, Peter, 1988, « When Parties Fail: Ethnic Protest in Britain in the 1970s », in Lawson, Kay et Peter H. Merkl (Eds.), *When Parties Fail. Emerging Alternative Organisations*, Princeton University Press, p. 338-364.
- Sawicki, Frédéric, 1996, « La science politique et l'étude des partis politiques », *Cahiers Français*, n°276, p. 51-59.
- Stein, Rokkan et Seymour, Lipset, 1967, *Party Systems and Voter Alignments*, New York, Free Press.
- Swyngedouw, Marc, 1998, « The Extreme Right in Belgium: Of a Non-existent Front National and an Omnipresent Vlaams Blok », in Betz, Hans-Georg et Stefan, Immerfall (Eds.), *The New Politics of the Right. Neo-Populist Parties and Movements in Established Democracies*, New York, St Martin's, p. 59-75.
- Wolinetz, Steven, 2002, « Beyond the Catch-All Party: Approaches to the Study of Parties and Party Organization in Contemporary Democracies », in Gispert Cyril, Richard Gunther, José Ramon Montero et Juan Linz (Eds.), *Political Parties. Old Concepts and New Challenges*, Oxford, Oxford University Press, p. 138-151.